**Florence GAUTHIER (dir.), *Périssent les colonies plutôt
qu'un principe. Contributions à l'histoire de l'abolition
de l'esclavage, 1789-1804***

Paris, Société des études robespierristes, Collection Études
révolutionnaires, n°2, 2002, 120 p.

Yves Benot

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/ahrf/4822>

DOI : 10.4000/ahrf.4822

ISSN : 1952-403X

Éditeur :

Armand Colin, Société des études robespierristes

Édition imprimée

Date de publication : 1 mars 2003

Pagination : 190-191

ISSN : 0003-4436

Référence électronique

Yves Benot, « Florence GAUTHIER (dir.), *Périssent les colonies plutôt qu'un principe. Contributions à l'histoire de l'abolition de l'esclavage, 1789-1804* », *Annales historiques de la Révolution française* [En ligne], 331 | janvier-mars 2003, mis en ligne le 18 avril 2008, consulté le 23 avril 2022. URL : <http://journals.openedition.org/ahrf/4822> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ahrf.4822>

Ce document a été généré automatiquement le 23 avril 2022.

Tous droits réservés

Florence GAUTHIER (dir.), *Périssent les colonies plutôt qu'un principe. Contributions à l'histoire de l'abolition de l'esclavage, 1789-1804*

Paris, Société des études robespierristes, Collection Études révolutionnaires, n°2, 2002, 120 p.

Yves Benot

- 1 Une recherche portant sur les péripéties qui ont conduit les assemblées révolutionnaires du maintien du *statu quo* colonial sous la Constituante à l'abolition de l'esclavage par la Convention est le fil directeur de cette série de textes qui traitent de divers aspects et épisodes sans en donner toutefois une synthèse. Bien entendu l'insurrection des esclaves de Saint-Domingue qui, dès la fin de 1791, ont créé une sorte de zone libérée dans le nord de la colonie, est évoquée dans la préface de Claude Meillassoux, dans le bref essai de Gérard Barthélémy, ou encore par Florence Gauthier, mais ce n'est pas le sujet central du recueil.
- 2 Le titre du volume est justifié essentiellement par l'étude de la maîtrise d'œuvre sur le débat de mai 1791 où a pris naissance la fameuse formule de Robespierre, devenue le titre du volume. Florence Gauthier constate que l'Assemblée a en fait constitutionnalisé l'esclavage, en réservant aux assemblées coloniales le droit de se prononcer sur les « non-libres », qui est à peine une litote pour désigner les esclaves. Elle met l'accent sur les interventions de Robespierre et aussi de Dupont de Nemours, signe que des députés de tendances fort différentes pouvaient se retrouver en harmonie sur ce terrain là. Elle remonte avec raison à l'article « Traite des nègres » de l'*Encyclopédie* signé de Jaucourt (qui est, pour sa plus grande part, la traduction d'un texte de l'Écossais Wallace, comme l'auteur le signale). En revanche, on sera moins convaincu par sa référence à l'*Histoire des deux Indes*, car le texte de Diderot concerne les abus des Compagnies à monopole, auxquelles tout le livre oppose les bienfaits de la « liberté », en fait celle du capitalisme concurrentiel... Est-il vraiment question de la liberté des colonisés dans ce passage ? On

s'en tiendra à l'interrogation parce que l'élan oratoire ouvre la voie à des lectures diverses...

- 3 Mais la question du style joue aussi un certain rôle dans la lecture des discours du temps de la Révolution. Césaire y avait porté attention. Si Camille Desmoulins a pu dès le lendemain du débat du 13 mai 1791 mettre dans la bouche de Robespierre la formule éponyme de ce livre, sans que jamais l'Incorruptible l'ait démentie à notre connaissance, c'est qu'elle s'insérait fort bien dans le mouvement du discours. On sait bien que ce ne sont pas ces mots, sans cesse répétés au long des XIX^e et XX^e siècles qu'il a prononcés, mais une argumentation que Florence Gauthier cite tout au long, en voulant montrer qu'elle concerne l'esclavage, et pas seulement les droits des hommes de couleur et noirs libres. Et certes, c'est bien l'esclavage que tout le monde a en tête, ceux qui en sont les défenseurs purs et simples, ceux qui le préservent non sans mauvaise conscience, sachant qu'ils se contredisent après avoir voté la Déclaration des droits de l'homme, et qui veulent éviter de dire en toutes lettres qu'ils le maintiennent, enfin ceux qui sont contre - une petite minorité dans l'Assemblée. Tout le monde sait que les colons ne proposeront jamais l'abolition, mais on veut faire « comme si ». L'intervention de Robespierre, c'est vrai, va contre tous ces courants ; mais, selon ce que je lis, il invoque d'abord et avant tout les conséquences de cette reconnaissance de l'esclavage aux colonies sur la situation intérieure de la France en révolution. Il me semble aussi que certaines de ses expressions, cette « pudeur » de ses adversaires dont il fait mention, montre qu'il comprend ce qu'est la mauvaise conscience d'une partie de l'Assemblée. Quoi qu'il en soit, c'est dire que l'article a le mérite d'ouvrir ou rouvrir le champ des débats, et de mettre en évidence la polysémie de textes aussi décisifs que ces interventions de Robespierre.
- 4 Des divergences de lecture pourraient aussi apparaître à propos des deux textes de Richebourg et de Polverel que le même auteur présente en guise de conclusion. En revanche, il ne saurait guère y en avoir au sujet de l'étude de Sophie Piollet, Nathalie Piquionne et Danièle Roux sur la pensée politique de Milscent, colon de Saint-Domingue, expulsé de l'île par l'assemblée du nord de Saint-Domingue, qui évolue rapidement jusqu'à commencer à prôner l'abolition immédiate de l'esclavage dès janvier 1793. On remarquera seulement que lorsqu'il est exclu des Jacobins à la fin de cette même année, Robespierre intervient contre lui en rappelant sa collaboration au *Bulletin des Amis de la Vérité*, organe du *Cercle Social* très proche des Girondins - du moins selon le récit de Milscent lui-même dans son journal. En tout cas, cette étude pourra servir de référence. Claire Blondet a étudié le dossier de la Commission d'enquête réunie à Brest par Prieur de la Marne après l'arrivée du convoi d'Amérique en juin-juillet 1794, dont les conclusions rédigées juste à la veille du 9 thermidor justifiaient pleinement les commissaires civils Sonthonax et Polverel, réfutant la version habituelle propagée par les colons réfugiés à Paris. Il faut cependant remarquer que précédemment des rapports de Fauchet et d'autres membres de la mission diplomatique française aux États-Unis l'avaient déjà fait. Un autre article, de Jouda Guettata, examine la non-application de la Constitution de l'an III à Saint-Domingue par la seconde mission Sonthonax, notamment le maintien du suffrage universel. Mentionnons encore un article, un peu rapide de Fabien Marius-Hatchi sur l'action de Victor Hugues à la Guadeloupe. La construction de cet ensemble, issu de conférences successives en 1994, paraît quelque peu éclatée, mais il y a là d'intéressants apports de connaissance.